



Genève, le 17 janvier 2007

Rappel des faits concernant l'enquête générale sur l'Université de Genève

15 mars 2006

A la suite du rapport de l'Inspection cantonale des finances (ICF) sur les comptes 2004 de l'Université, mentionnant un audit commandé par l'Université de Genève, le Recteur signale au Procureur général un cas grave d'irrégularité relatif aux notes de frais mis en évidence par un rapport d'audit spécial 04/02.

20 avril 2006

Le Conseiller d'Etat Charles Beer dénonce au Procureur général le cas signalé par le recteur et quatre autres cas d'irrégularités mis en évidence par le même rapport d'audit spécial 04/02.

Il adresse un courrier au Recteur lui demandant *"de diligenter un nouveau mandat de contrôle à une fiduciaire sur les frais de déplacement et de frais de réception pour l'exercice 2005, afin de déterminer l'efficacité du nouveau système mis en place après 2004 (...)"*

27 avril 2006

Le Conseil d'Etat décide d'ouvrir une enquête générale sur l'Université de Genève. Cette enquête générale est confiée à Monsieur Thierry Béguin, ancien Président du Conseil d'Etat et ancien Procureur général du Canton de Neuchâtel. Le Conseil d'Etat lève Le secret de fonctions des collaboratrices et collaborateurs de l'Etat de Genève, de l'Université et des HUG est levé par.

17 mai 2006

Le Conseiller d'Etat Charles Beer adresse à tous les députés membres du Grand Conseil le rapport de l'ICF et les rapports d'audit 04/01 et 04/02.

18 mai 2006

Le Conseil d'Etat informe le Grand Conseil et propose au Grand Conseil de renvoyer à la session de septembre 2006 les deux projets de lois suivants:

- PL 9558-A modifiant la loi sur l'université (gains accessoires),
- PL 9686-A modifiant la loi sur l'université (création d'un Institut des sciences de l'environnement et du développement durable).

4 juillet 2006

Monsieur Thierry Béguin rend son rapport intermédiaire daté du 30 juin 2006, son mandat est prolongé jusqu'au 30 novembre 2006.

Le Conseil d'Etat décide la création d'une commission externe chargée de rédiger un avant projet de loi sur l'Université (CELU).

11 juillet 2006

Annnonce de la démission "in corpore" du rectorat, suite à la dénonciation pénale d'un membre du rectorat, après analyse des travaux en cours sur l'audit demandé par le Conseiller d'Etat.

26 juillet 2006

Le Conseil d'Etat accepte la démission du Rectorat de M. André Hurst.

Le Conseil d'Etat désigne la commission externe chargée de rédiger un avant-projet de loi sur l'Université (CELU), présidée par Mme Ruth Dreifuss, ancienne Présidente de la Confédération. Son mandat lui est confié par le Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat nomme un nouveau Rectorat, pour la période du 1^{er} septembre 2006 au 14 juillet 2007, composé de M. Jacques Weber, Recteur, Mme Annick De Ribaupierre, vice-rectrice, M. Jean Kellerhals, vice-recteur, M. Robert Roth, doyen-délégué, M. Jean-Louis Carpentier, doyen-délégué.

25 août 2006

Le rapport d'audit PriceWaterhouseCoopers « Analyse et investigation des frais de déplacement et de réception » est remis à l'Université et au Département de l'instruction publique. Ce rapport est transmis à l'enquêteur général. Il est décidé de le rendre publique en même temps que le rapport final.

30 août 2006

Le Conseil d'Etat nomme un troisième vice-recteur, M. Charles Bader.

1^{er} septembre 2006

Le nouveau Rectorat de M. Jacques Weber entre en fonction.

21 septembre 2006

La commission externe chargée de rédiger un avant-projet de loi sur l'Université (CELU) débute ses travaux.

8 novembre 2006

Le Conseil d'Etat demande au Recteur de l'Université et au Directeur général des HUG d'élargir l'audit croisé entre les HUG et la faculté de médecine et de le confier à deux fiduciaires.

22 novembre 2006

A la demande de l'enquêteur général M. Thierry Béguin, le délai de dépôt du rapport final a été prolongé par le Conseil d'Etat au 15 janvier 2007.

29 novembre 2006

Le Conseil d'Etat répond à une lettre ouverte relative à la commission externe.

20 décembre 2006

Le Conseil d'Etat nomme M. Jean-Dominique Vassali à la fonction de Recteur, pour la période du 15 juillet 2007 au 14 juillet 2011.

22 décembre 2006

Le juge d'instruction dépose au Parquet une proposition de classement de 6 plaintes pénales.

10 janvier 2007

Le Conseil d'Etat ouvre deux enquêtes administratives, suite au rapport d'audit PWC du 25 août 2006.

15 janvier 2007

Remise du rapport final de l'enquêteur général M. Thierry Béguin.